

- Manœuvres antimilitaristes « Tramontane 95 », à l'initiative des groupes FA du Gard et de l'Hérault
- Conférence publique : « L'antimilitarisme aujourd'hui », vendredi 15 septembre, 20 h 30, Salle Auditorium, Centre Pablo-Neruda, NÎMES.
 - Manifestation antimilitariste, mardi 19 septembre, 18 h 15, place de l'Horloge, NÎMES.

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

14 AU 20 SEPTEMBRE 1995

N° 1008

10,00 F

UN TERRORISME PEUT EN CACHER UN AUTRE

DÉCIDÉMENT, les événements politiques et sociaux se succèdent si vite que plus personne ne semble maîtriser la situation.

En l'espace de quelques semaines, nous aurons vu l'ONU réimposer la création de trois Etats comme solution définitive au drame yougoslave et l'OTAN intervenir massivement contre les nationalistes serbes ; Chirac confirmer les choix nucléaires de « sa » France ; une conférence internationale contestée se tenir à Pékin sur la situation sociale des femmes ; un ministre parlant « vrai » être démissionné ; des attentats déclencher une psychose anti-islamique dans la population française ; un important accord sur les pré-retraites signé entre patronat et syndicats ; l'Eglise catholique accusée de complicité dans les massacres du Rwanda ; un patron d'Alstom séquestré, des émeutes à Papeete...

Ordinairement, chacun de ces événements aurait suffi à « occuper » la une de l'actualité pour quelques temps, parce que ce sont autant d'événements qui révèlent ou provoquent des situations politiques lourdes de conséquences et de significations. Sauf que nous n'avons plus le temps de digérer ces faits et encore moins la capacité de réagir ou d'agir sur le cours des choses, tant les « initiatives » se bousculent les unes les autres. Cette accélération de l'histoire neutralise presque

les possibilités d'intervention de petites organisations comme la nôtre. Par exemple, il est difficile de dénoncer le rôle répressif et ambigu des forces de police à Papeete alors que, dans le même temps, la multiplication des attentats est utilisée par le pouvoir pour amplifier le quadrillage policier sous prétexte de protection des populations. Notre analyse nécessite de très longues explications et fait rarement le poids face à la démagogie ambiante.

Autoritarisme et recours à la force depuis l'élection de Chirac

Il se dégage une impression d'ensemble qui laisse à penser que nous sommes réellement dans l'incapacité de peser sur les événements et qu'il n'y a rien à faire.

En soi, cette situation politique génère une sorte de « terrorisme » qui gèle toute action politique et laisse toute latitude à ceux d'en haut, à ceux qui savent et ont le pouvoir, de prendre les décisions à

notre place. Cela ne doit pas vraiment déplaire au gouvernement Juppé qui, il y a peu encore, semblait avoir un avenir limité. Effectivement, ce qui caractérise le type de *management* du pouvoir politique, depuis l'élection de Chirac, est l'autoritarisme et le recours à la force. Non pas que cela soit quelque chose de vraiment nouveau dans notre histoire. Mais la désintégration du bloc de l'Est, la cogestion impulsée par les partis socialistes au pouvoir dans de nombreux pays d'Europe, les crises sociales liées à la montée du chômage, y compris dans les classes moyennes... avaient favorisé la recherche d'autres types de consensus politique dans le règlement et la manière de gérer les sociétés, faisant appel à la « persuasion », au « contrôle volontaire », de sa propre misère... Il n'est pas impossible que cette courte parenthèse soit proche de se refermer et que des tentatives de gestion très autoritaires des conflits soient expérimentées, ici même.

De nombreux courants politiques de droite veulent à tout prix en finir

(suite p. 3)



Paris, 1986 : les CRS arpentent la gare de Lyon. Photo : Frédéric Stevens/Sipa.

Lettre ouverte à mes ami(e)s investi(e)s dans des fronts antifascistes

Est-il efficace de combattre l'extrême droite nationaliste d'aujourd'hui, en invoquant le spectre d'une renaissance du fascisme d'hier ?

Historiquement, le fascisme se définit, notamment, par quelques lignes de force. Je n'ai pas ici la prétention d'en faire le tour, mais juste d'en mettre en lumière quelques-unes.

Le péril rouge — La première (et la plus fondamentale d'entre elles) est, sans conteste, la peur d'une révolution prolétarienne, à l'image de ce qui s'est passé en Russie quelques années auparavant (1917 n'est pas loin). Une peur panique constitutive de toutes les stratégies politiques des droites des années 1920-1930.

Rappelons que la décade précédente avait vu, dans les deux pays berceaux du fascisme et du nazisme

— l'Italie et l'Allemagne —, des situations pré-insurrectionnelles qui mettaient radicalement en question les rapports d'exploitation (cf. les différentes « Communes »).

Pour le fascisme, l'anticommunisme est tout à la fois la pierre fondatrice, unificatrice et le levier par lequel il construit sa stratégie de prise de pouvoir. C'est pour combattre le « danger bolchevique » et les masses de travailleurs révoltés qui occupent les usines que le roi

Umberto d'Italie offre l'Etat italien à Benito Mussolini... après la farce grotesque de la marche sur Rome. C'est pour avoir démontré ses capacités à nettoyer les rues des communistes et les usines en grève de la contamination soviétique, que le chef de bande, conspirateur et ex-taulard, Hitler reçoit la charge de Chancelier des mains de la vieille droite prussienne représentée par le vieil Hindenburg.

(suite p. 2)

LA SOUSCRIPTION POUR DE NOUVEAUX LOCAUX RL/ML CONTINUE (chèque à l'ordre de DMC)

T 2137 - 1008 - 10,00 F



FOP 2520

Lettre ouverte à mes ami(e)s investi(e)s dans des fronts antifascistes

(suite de la « une »)

Première constatation, et d'importance : le fascisme ou le nazisme ne sont arrivés historiquement au pouvoir que parce que la droite classique (certains diront « civilisée »), dépassée par une situation sociale qu'elle se jugeait incapable de gérer, et les intérêts économiques qu'elle représente ont décidé, face à la montée de la mobilisation sociale révolutionnaire des années 20, de faire appel à ses services.

Première question : où se trouve aujourd'hui ce mouvement social qui risque de déposséder les nantis, ce « péril révolutionnaire » qui justifierait ceux qui dominent la société (économiquement, politiquement, culturellement...) décident de confier la défense de leurs intérêts au « fascisme » ? Ne pensez-vous pas que la gestion « responsable » de la « fracture sociale » (résultat de la modernisation obligatoire de l'appareil de production confronté à la mondialisation de l'économie capitaliste) par la sociale-démocratie (centre gauche) ou la démocratie sociale (centre droit) n'est pas, actuellement, bien plus profitable à ceux qui veulent le maintien (et l'accroissement) de leurs privilèges (économiques, politiques, culturels...)?

Le discours révolutionnaire — La seconde caractéristique, qui me paraît fondamentale, est liée à la première. Que ce soit le fascisme italien ou le nazisme allemand, ces deux mouvements ont développé à leur origine (et en relation directe avec l'« ambiance » sociale des années 20) un discours « révolutionnaire » en concurrence directe avec celui des véritables révolutionnaires. Une parole démagogique qui visait à capter (et à dévier) le mécontentement social en lui donnant l'illusion d'un changement possible et rapide de l'ordre social et économique cannibale.

C'est ce discours anticapitaliste qui permet aux Sections d'Assaut (SA) de rassembler, en Allemagne, les masses de chômeurs et les laissés-pour-compte produits par le capitalisme en crise de l'après-Première Guerre mondiale. Signe que le nazisme s'adresse à la même classe sociale, on voit, à cette époque, des bataillons entiers de travailleurs-chômeurs passés, avec armes et bagages, directement du Parti communiste vers le Parti nazi. Ensuite, aux marches du pouvoir, et pour faire amende honorable envers les milieux d'affaires qui le financent, Hitler liquidera physiquement, lors de la *Nuit des longs couteaux*, cette aile

« révolutionnaire » du NSDAP. Il n'empêche, sans le discours « social » des origines et la prise de contrôle musclée de l'espace public par les Sections d'Assaut, il ne serait jamais arrivé au pouvoir.

En Italie, le discours « révolutionnaire » du fascisme capte les mêmes masses de chômeurs désemparées avec son projet de « communauté nationale corporatiste » enfin débarrassée (illusoirement) de ses capitalistes exploitateurs et de la lutte des classes.

Deuxième constatation : en proposant leurs solutions « révolutionnaires » à la crise sociale, le fascisme et le nazisme tiennent, aux origines, un discours démagogique anticapitaliste (en fait, ils veulent recréer la grandeur de la « communauté nationale » en donnant l'illusion de supprimer les luttes sociales générées par toutes les sociétés inégalitaires). Ce discours leur permet de recruter dans les milieux populaires laminés par la crise capitaliste et en deuil de l'émergence rapide de l'espérance de justice sociale. Ils abandonnent cette rhétorique démagogique dès que l'exercice du pouvoir se profile à l'horizon pour se faire les serviteurs zélés et appointés des privilégiés du système économique.

masses pour faire pression de la rue, sur les institutions « légales ». L'opposition entre « pays réel » et « pays institutionnel » chère à Léon Degrelle (1) est vécue concrètement dans la rue. Les fascistes historiques n'hésitent pas à organiser des confrontations physiques avec les « forces de l'ordre ».

Troisième constatation : de la marche sur Rome aux bastonnades berlinoises pour la conquête de l'hégémonie de la parole publique sur le pavé, partout, le fascisme s'est manifesté par des défilés paramilitaires de masse qui manifestent concrètement sa force et sa capacité à encadrer l'ensemble de la société (stratégie d'engagement dans des associations spécifiques : femmes, jeunes, chômeurs, anciens, combattants, syndicats...).

Troisième question : dans quels pays, aujourd'hui, les « fascistes » sont-ils capables de réunir des dizaines de milliers de personnes dans la rue ? Quels sont les effectifs des partis « fascistes » ? Plutôt qu'un mouvement qui a vocation à encadrer les masses, nous nous trouvons actuellement face à des partis composés de petits notables et de « petits blancs » aigris (au sens colonial du terme) qui, dans une période de crise générale de la représentation, aspirent à grappiller le morceau du grand gâteau politique qui leur est dû (« Nous sommes les représentants de la majorité silencieuse »). Les nombreux transferts des perdants des partis traditionnels sont à cet égard particulièrement édifiants.

Le danger est moins actuellement le bruit des bottes d'un mouvement « fasciste » activiste « révolutionnaire » qui déferlerait sur la ville, que le silence des pantoufles de cette masse de citoyens atomisés, écrasés devant leur télé, gavés de bouffe, enfoncés dans leur bonne conscience indifférente (« J'ai donné 100 balles à Médecins sans Frontières, alors, foutez-moi la paix... »). La liberté ne s'use-t-elle pas que quand on ne s'en sert pas ?

Pour faire court : le danger, aujourd'hui, n'est pas qu'une poignée de « fascistes » s'emparent de l'Etat pour détruire nos libertés, mais que celles-ci se meurent de ne pas être vécues par la masse des consommateurs terrorisés par la peur de perdre leurs derniers « avantages » (salaire, chômage, Minimax [2], logement, statut social...) et de verser demain dans le caniveau (SDF, tiers monde...).

Le vrai danger, le nationalisme ! — Fascisme et nazisme se sont construits dans l'Europe déglinguée de l'après première grande bouche-rie mondiale. De même que les nazis n'auraient pu arriver au pouvoir sans l'apport militant des chômeurs activistes de la SA, ils ne l'auraient pu davantage sans les bataillons entiers d'anciens combattants suite à la demi-victoire (ou demi-défaite) de l'armistice. En

Allemagne (pays vaincu), bien sûr, mais aussi dans tous les autres pays ayant participé au conflit, y compris chez les « vainqueurs » (les Croix-de-Feu en France, par exemple).

Quatrième constatation : fascisme et nazisme sont parvenus à asseoir leur pouvoir sur la société parce qu'ils ont été capables (au moment où se redessinaient les frontières d'une Europe tout à la fois exsangue et chauffée à blanc par la mobilisation nationaliste de 14-18) d'offrir une identité de rechange en phase avec les frustrations de l'époque. Une identité « racarapotée », défensive, xénophobe. Une caricature d'identité (en négatif) fondée sur le rejet de l'autre et le racisme. Mais une identité qui permettait de ressouder la « nation » (le corps social) explosée par les vagues de sang de la grande boucherie et par la misère inhumaine générée par la plus grande crise qu'ait connue le capitalisme industriel.

Dans une ambiance de misère morale et matérielle, enfin l'homme providentiel offrait à l'homme de la rue une raison de redresser la tête, de retrouver sa « fierté » dans le bloc de la « communauté nationale » définie en opposition contre les ennemis désignés : l'étranger (la peur de l'altérité), le Juif (qui contrôle la finance), le Tzigane (l'artiste incontrôlable), l'homosexuel (le fruit de la libération sexuelle du début du siècle)...

De la restauration de l'Empire italien (lire « romain ») à la fondation du Reich pour 1000 ans, le nationalisme et son produit naturel, le racisme sont au fascisme ce que la colonne vertébrale est à tous les animaux vertébrés : la charpente.

Quatrième question : ce paroxysme nationaliste, cette identité de rechange dans une société débouso- solée se retrouvent-ils aujourd'hui dans les partis d'extrême droite ? Je le pense. Mais est-ce parce que cela en a le goût et la couleur que le nationalisme d'aujourd'hui est nécessairement le fascisme d'hier ? Est-il nécessaire d'user et d'abuser de superlatifs et de « fascisme » pour combattre le vrai danger qui nous menace aujourd'hui : le nationalisme et le racisme qu'il génère ? Au risque de se perdre (et de faire perdre en crédibilité un combat primordial contre de véritables menaces), est-il nécessaire de diaboliser davantage ce qui est déjà un véritable péril ? Car le nationalisme, c'est la guerre !

BABAR (groupe Alternative Libertaire de la FA - Bruxelles)

(1) Léon Degrelle : figure de proue du fascisme belge avant et durant la Seconde Guerre mondiale ; chef du mouvement rexiste ; combattant sur le front de l'Est ; récemment décédé en Espagne où il était en exil depuis la Libération.
(2) En Belgique, le Minimax est l'équivalent du RMI.
N.B. : le mensuel *Alternative libertaire* mène campagne, dès la rentrée sociale de septembre 1995, sur le thème : « Le nationalisme, c'est la guerre » Autocollants et affiches (ainsi que le numéro de septembre qui lance le débat) sont disponibles au 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles.

« Les Ami(e)s d'Alternative libertaire » se réunissent le samedi 17 septembre, à 15 h, au Centre libertaire (65, rue du Midi, 1000 Bruxelles) pour débattre sur le thème : « Antifascisme, extrême droite et nationalisme ».

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Chaque lendemain d'essai nucléaire,
une manifestation aura lieu à Paris, à 18 h,
sur la place de la Bastille.

SOCIÉTÉ

Un terrorisme peut en cacher un autre

(suite de la « une »)

avec cette « tradition » d'alternance gouvernementale que promeuvent avec force les socialistes, préparant avec fébrilité les prochaines élections législatives. Il suffit de constater l'écho qu'a eu la démission de Madelin dans les milieux patronaux et petits commerçants — comme les projets précipités de modification du code électoral — pour mesurer le degré de mobilisation des classes possédantes. Chirac a bien pris la mesure de ce réarmement politique de la droite.

Le premier sens à la reprise des essais nucléaires aura été de marquer que l'ère socialiste était bien finie et que la « vraie France » avait repris les rênes du pouvoir. C'est aussi ce que Chirac est allé dire en Afrique francophone, n'hésitant pas à « ressusciter » pour l'occasion Foccard, un vieillard de plus de 80 ans, symbole de l'action politique clandestine française, qui sous de Gaulle a fait et défit les « présidents à vie » des ex-colonies françaises.

De la même manière, Chirac a choisi la force comme solution à la situation en Bosnie. La montée en puissance, sur le terrain, des forces militaires françaises aura été applaudie par nombre d'intellectuels et de sympathisants de gauche, et certaines personnalités ont été jusqu'à utiliser la grève de la faim pour exiger l'emploi des armes contre les fascistes serbes. Le lobby militariste a dû jubiler et être satisfait de ces adhésions inespérées de pacifistes armés. Comprendront-ils un jour, ces handicapés politiques du cerveau, que le conflit yougoslave est très peu déterminé par les nationalistes locaux et beaucoup par les rapports entre les Etats russe, américain, français et autres grandes puissances.

Il faut aussi savoir que cette intervention politique française

n'est possible que parce que les militaires français détiennent un armement atomique conséquent. C'est même une condition sine qua non qui détermine le « droit » et la « liberté » d'action. Il y a malaise quelque part. Impossible d'être pour l'intervention militaire en Yougoslavie sans cautionner la reprise des essais nucléaires, garants et cautions de cette puissance d'intervention. Il faut percevoir l'utilisation massive des bombardements à Pale comme une manifestation et une réaffirmation de la guerre yougoslave. Elle annonce et légitime l'emploi des mêmes méthodes ailleurs.

La série d'attentats qui se développent actuellement dans différentes villes françaises ne favorise sûrement pas une prise de conscience des nécessaires revendications sociales. Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations sur les auteurs et les raisons de ces actes de terrorisme.

Mais nous n'avons pas besoin de le savoir pour condamner ces attentats, car le terrorisme est une arme qui a toujours pour objectif de briser toute volonté d'émancipation sociale. Cette violence, aveugle ou pas, prend le risque d'instaurer un climat de peur, une paranoïa susceptible d'entraîner des réactions de vengeance à l'encontre de la population maghrébine. Que cela soit voulu ou non, c'est une possibilité qui peut se déclencher si un nouveau massacre, après Saint-Michel, venait à se produire lors d'un attentat. Mais la question majeure reste de savoir s'il s'agit de commandos « extérieurs » agissant pour une organisation précise. En effet, il est tout à fait possible qu'il s'agisse d'actions « spontanées » dues à l'initiative de

personnes s'identifiant à l'action terroriste de groupes islamiques algériens ou autres. Dans ce cas, cela signifierait qu'une frange de la population maghrébine ghettoisée a basculé dans un activisme politique violent qui dépasse et de loin les « habituels » coups de colère qui ponctuent ordinairement la vie des banlieues. Ce pourrait être alors le début d'une sorte d'intifada qui bousculerait toute la vie politique française. En attendant, le pouvoir en place quadrille et militarise la vie quotidienne à tout va. Les contrôles d'identité se comptent par centaines de milliers, et la mise en scène médiatique s'en donne à cœur joie.

Cette situation ne peut que renforcer une dérive autoritaire de la structure de l'Etat, alors même que notre société est traversée par une influence croissante des idées racistes et fascistes et que l'immigration maghrébine fait l'objet d'une répression de plus en plus précise.

L'ensemble de ces éléments convergent et favorisent la constitution d'une dynamique politique réactionnaire que nous n'avons pas connue depuis bien longtemps.

Le capitalisme a besoin de continuer à baisser les coûts de production, ce qui revient à faire baisser les salaires et à utiliser moins de main-d'œuvre. Devant les prémices et la peur d'une résistance salariale à cette politique, alors même que le niveau de vie de nombre de personnes baisse de plus en plus vite, il est indéniable qu'un gouvernement à poigne permettrait de limiter les risques revendicatifs et d'avoir, le cas échéant, les moyens de réprimer un mouvement social d'ampleur. Comme quel le terrorisme pratiqué par quelques illuminés peut masquer la mise en place d'un terrorisme autrement plus dangereux pour la société : le terrorisme d'Etat.

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

Manifestations antinucléaires à Montpellier

Le 2 septembre : 1 000 manifestants, 3 heures de protestation et une seule voix : celle d'une population hostile aux essais et armes nucléaires

Le Collectif des gens en colère contre les essais nucléaires regroupe des personnes qui ont laissé leurs cartes au vestiaire et réunissent leurs forces pour une cause précise : l'arrêt de tous les essais (réels ou simulés) et le démantèlement de toutes les armes nucléaires.

Initiatives individuelles, forte mobilisation et rapidité de décision ont permis de maintenir tout l'été une agitation antinucléaire qui a porté ses fruits le samedi 2 septembre : environ un millier de manifestants ont répondu à leur appel.

Emergent de la société civile et s'adressant à celle-ci, le collectif met en évidence : qu'il est possible que la population s'auto-mobilise ; que les initiatives fleurissent si on les encourage ; qu'une telle démarche limite récupération et faire-valoir.

Malgré une habile diversion, le manque de célérité du cortège a permis aux forces de l'ordre d'empêcher les manifestants d'occuper l'école militaire. Entre deux huées, le slogan était clair : « Contre la bombe, insoumission ». Le collectif, présent tous les samedis de 15 h à 17 h, place de la Comédie, appelle, en cas de tir à Moruroa, à un rassemblement le lendemain à 18 h devant la Préfecture.

C'est ainsi que le mercredi 6 septembre, environ 300 personnes se sont retrouvées sur le pavé : protestation silencieuse puis tonitruante, *die-in* (1) puis blocage de rue. La diversité des formules, si elle déroute pas mal de manifestants et aussi la police, à l'avantage d'être dynamique : chacun peut s'y exprimer ; les anars ont pu appeler à la manifestation antimilitariste du 19 septembre à Nîmes.

BOB (groupe de Montpellier)

(1) Variante couchée du *sit-in*, symbolisant une mort atomique de masse en pleine rue.

Charleville-Mézières : le nouveau code pénal punit le délit d'opinion de 25 000 F d'amende

Pour protester contre la reprise des essais nucléaires et las de voir le peu de réactions en France depuis la décision prise par Chirac, Paul Lambinet, un copain chômeur et sympathisant communiste libertaire, a bombardé un mur de Charleville-Mézières dans la nuit du 31 août. Pas de pot, la police lui est tombée dessus. Il s'est retrouvé au commissariat de Charleville, mis en garde à vue. Il n'a été relâché qu'à 14 h, le lendemain. Entre temps, la police avait prévenu le parquet.

Paul doit passer en procès le 8 novembre. Il est accusé d'avoir « dégradé un bien, en l'espèce un mur de clôture, en y portant des inscriptions à la peinture rouge ». Paul a écrit sur le mur : « Non aux essais nucléaires, non à la bombe. Contre le colonialisme militaro-atomique : autodétermination... ». Il n'a pas eu le temps de terminer son bombardement. Au moment d'écrire : « ...des peuples du Pacifique », les poulets lui ont mis le grappin dessus.

Il aurait soi-disant commis, en émettant cette opinion que nous partageons tous, toute une tripotée d'infractions au code pénal (art. 322.1, 322.15, 131.26, 131.27... rien que cela !). Pour avoir dit non à la reprise des essais nucléaires, il risque une amende de 25 000 F.

Le groupe libertaire La Question sociale a décidé de soutenir Paul. Un comité de soutien sera créé lors d'une réunion qui se déroulera le 15 septembre, à 20 h 30, à l'hôtel-de-ville de Mézières.

LIAISON FA des ARDENNES
(c/o La Question sociale, BP 66, 08120 Bogy-sur-Meuse)

DE VINTIMILLE À TOULON

La mobilisation antinucléaire sur la Côte-d'Azur

La saison estivale, pour diverses raisons, n'est jamais un moment propice aux activités militantes. Les circonstances ont quelque peu changé cette donnée : élection d'un maire Front national à Toulon (avec une réelle mobilisation antifasciste ou simplement un feu de paille ?... Nous y reviendrons ultérieurement) et la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique.

Le 6 août — triste anniversaire du bombardement d'Hiroshima — a vu une centaine de personnes, répondant à l'appel de groupes anarchistes italiens et français, rassemblées (côté italien) à la frontière de Menton-Vintimille. Après une matinée passée à distribuer des tracts bilingues, c'est au cris de « Ni nucléaire, ni frontières » que les manifestants ont franchi les barrières du poste-frontière pour se diriger vers Menton. Là, ayant rejoint un collectif antinucléaire local appelant à un rassemblement, les manifestants ont parcouru la commune en tous les sens, sous le regard surpris mais généralement approuvateur de la population et des touristes. Quant aux flics locaux, qui les « escortèrent », ils semblaient visiblement dépassés par la situation, tant il est vrai que Menton est une ville plus habituée aux maisons de retraite et aux touristes qu'aux manifestations, composées d'anarchistes de surcroît.

Le vendredi 1^{er} septembre, à l'appel du Collectif libertaire « La Commune » (où se retrouvent les membres du



Var-Matin couvre la mobilisation. Photo G. Raynaud.

groupe Nada de la FA), une trentaine de personnes se sont rassemblées sur le carré du port de Toulon, à quelques centaines de mètres de l'université d'été du FN, pour protester à nouveau contre les essais. La mobilisation n'a pas été à la hauteur de l'enjeu, mais un tract qui avait le mérite de rappeler quelques évidences (le rôle de l'armée, l'allégeance d'Hirochirac au lobby militaro-industriel...), des tenues de circonstance et notre dynamisme marquèrent les esprits, au point que le lendemain, le quotidien *Var-Matin* nous consacrait un sympathique entrefilet d'une quarantaine de lignes, intitulé « *Mort-Ruroa* sur le carré du port », agrémenté de trois photos.

Globalement, l'accueil des passants a été bon, si ce n'est les quelques remarques pleines de finesse d'abrutis s'en revenant de la grand-messe lepéniste : « *Moi, je suis pour la bombe* » ; « *Je suis pour les essais* »... Sur le même registre, quelques jours après notre action, nous avons reçu à notre local une lettre émaillée d'injures. C'est dire le niveau...

JEFF

(gr. Nada de la FA/Collectif libertaire « La Commune »)

N.B. : « La Commune » : 2, rue F. de Pressensé (près de la place des Poissonneries, derrière la mairie), 83000 Toulon. Permanence : samedi, de 15 h à 18 h (celle du mercredi est supprimée). Téléphone (aux heures de la permanence) : 94.91.26.80.

L'invasion des mercenaires

Malgré certaines formules emphatiques, certains accents patriotiques que ne peuvent reprendre à leur compte les libertaires, comme « le sol sacré de la patrie... », ou encore une grandiloquence culte pour certains acteurs de la lutte présentée, comme Justin Catayée, « leader charismatique », le Monde libertaire vous propose le texte qui suit, émanant du comité « Briga pou fout la lejyon dero di Lagwiyon », car il rend compte d'une réalité guyanaise trop méconnue en France : la permanence de l'anticolonialisme et d'un antimilitarisme au sein des DOM-TOM, et ceci notamment en raison d'exactions causées par la Légion.

IL LEUR FALLAIT, AUX colonialistes français, trouver un endroit, un lieu pour entreposer leur Légion étrangère. Il leur fallait, à ces « semeurs de merde », trouver un pays sous leur joug colonial où ils pourraient implanter leur arme à tout faire, leur outil de prédilection pour leurs futures guerres néocoloniales.

Oui, après avoir été virés, chassés des pays qu'ils avaient conquis à l'aide du « sabre et du goupillon », les incorrigibles français, en 1962, projetèrent de mettre en place la Légion sur notre territoire. Mais ils comptaient sans la détermination du peuple guyanais tout entier, qui s'opposa à ce criminel projet. C'est le 14 juin 1962, à l'appel de toutes les formations politiques de Guyane, que le debout dans la rue démontra son inflexible détermination à ne pas laisser son territoire comme camp de dépôt et d'entraînement de ces mercenaires à la solde de l'Etat colonialiste français.

Les chiens de garde furent lâchés, et malgré l'inauguration des grenades lacrymogènes et les coups de crosse de MAS 36 sur les éléments du peuple guyanais ils n'arrivèrent pas à faire mollir la détermination et la

farouche opposition des Guyanais face à ces sombres desseins.

1962, la Légion a tué Justin Catayée

Justin Catayée, leader charismatique et populaire des Guyanais, député à l'époque, après avoir essayé, à l'Assemblée nationale française, de faire entendre sa voix pour dénoncer la répression sauvage qui venait de s'abattre, décida de rentrer en Guyane pour donner une riposte méritée aux colonialistes français, en se mettant à la tête de son peuple, et ainsi empêcher l'implantation malsaine de la légion.

Le Boeing qui le ramena en Guyane, le 22 juin 1962, s'écrasa à Deshaies, en Guadeloupe. Avec Justin Catayée disparaissaient Albert Bévillie, leader guadeloupéen, membre également du Front antillo-guyanais, ainsi que des Martiniquais membres de ce même front. Les militants de l'époque ont toujours considéré comme plausible l'hypothèse d'un accident criminel, déterminé par les services spéciaux. Le rapport officiel d'enquête n'a d'ailleurs jamais été rendu public.

A l'annonce de la catastrophe, les leaders des différentes formations politiques eurent, pour la plupart, la lâcheté de ne pas ramasser et brandir le flambeau que leur tendait notre aîné Justin Catayée. Avec cet assassinat, le peuple guyanais venait de perdre un de ses premiers leaders.

1973, implantation de la Légion étrangère (3^e REI)

Installation de la base spatiale — La mobilisation générale du peuple guyanais contre ce premier projet d'implantation de la Légion étrangère réussit à faire reculer le pouvoir colonial français, qui dut renoncer à son projet machiavélique. Mais ce n'était que reculer pour mieux sauter. Onze ans après, en 1973, la Légion étrangère, (alias le 3^e régiment étranger d'infanterie) était installée de force, et cela malgré le refus du peuple, à Kourou, qui était devenu le chef-lieu d'expériences de la base spatiale française et européenne. En effet, la victoire du peuple algérien eut pour conséquence de forcer les Français à quitter la base d'Hamaguir et de s'installer en Amérique du sud, en expropriant et volant nos terres.

La mobilisation du peuple guyanais contre ce second projet d'implantation de la légion fut perturbé par l'attitude du Parti socialiste guyanais qui, malgré ses engagements pris auprès du Comité de coordination du 14 juin, refusa de mener un combat unitaire et fit cavalier seul. Malgré la mobilisation des différentes composantes, pour empêcher la venue de la légion, le sabotage de la direction du PSG porta ses fruits. La Légion étrangère débarqua du Ville

d'Alger alors qu'une mascarade organisée par le parti dit socialiste et prétendu guyanais se tenait en guise de défilé de pseudo-protestation (d'accueil, en fait). Le crime était accompli : la légion étrangère avait foulé le sol sacré de la patrie, avec l'aide objective du PSG.

Et la population de Kourou allait devoir subir les assauts de ces mercenaires engagés par la France coloniale, pour continuer leur sale boulot d'oppression à l'encontre des peuples des dernières colonies et néo-colonies encore sous le joug du colonialisme français. Par la suite, tout fut mis en œuvre pour faire gober la pilule au peuple guyanais. Et à cause de la passivité et du laxisme des élus de gauche et de droite, une espèce de fraternisation forcée, arrosée par force bières, trouva une brèche importante dans le camp guyanais. Et c'est ainsi qu'après l'accueil chaleureux que leur réserva la droite en 1973, que les hommes de la gauche traditionnelle allaient complaisamment tomber dans le piège à cons consistant à féliciter la Légion étrangère pour les prétendus services rendus à la Guyane (la construction de routes par les légionnaires = des emplois en moins pour la population).

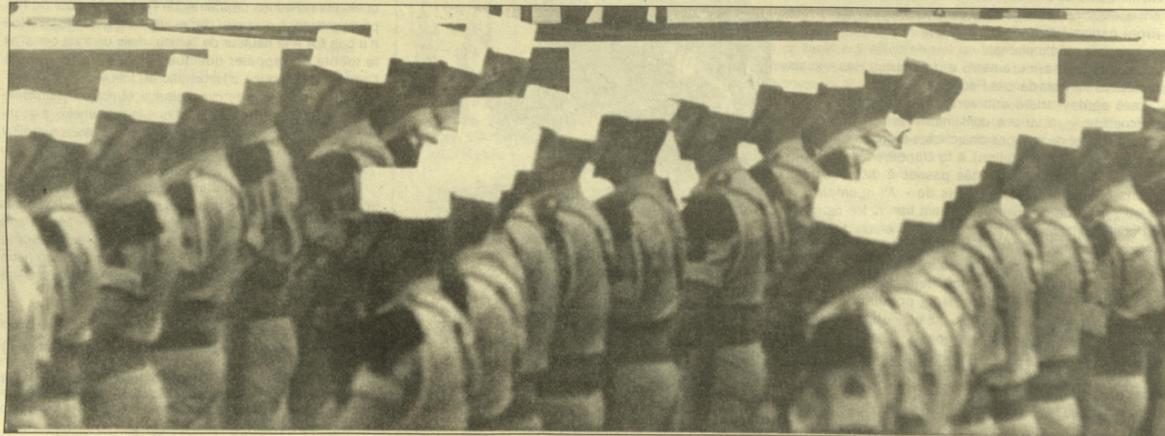
Kourou, dans sa partie la plus guyanaise nommée « Kourou-Soweto », devait devenir un grand bordel à légionnaires, avec comme nouveauté les travestis, qui parcoururent le macadam de la rue du Général-de-Gaulle.

A Kourou-Soweto, les rixes et bagarres, qui le plus souvent se sont soldées par de nombreux blessés graves et des morts, n'ont cessé d'être le lot quotidien. Les fréquents affrontements servent de prétexte aux forces de répression pour lancer de grandes manœuvres d'intimidation à l'endroit de la population guyanaise et émigrée de la Caraïbe et de l'Amérique du sud, allant de l'arrestation spectaculaire de mineurs, traités comme cela s'est pratiqué en Algérie, au quadrillage militaire du ghetto Soweto et à l'incitation à la délation grâce à des nervis locaux.

1985, Kourou la colère

Par conséquent, il n'est pas étonnant qu'en août 1985, une expédition qualifiée de punitive, d'une violence sans précédent, soit lancée contre les habitants de Kourou-Soweto. Pour interrompre ce déferlement de violence, trois hommes en danger de mort ont eu la bravoure d'affronter (fusils de chasse en mains) et de faire rebrousser chemin à cette horde sauvage de mercenaires en mal de guerre, qui étaient partis pour réaliser un carnage de la population nègre de Kourou.

Aussi, disons-nous que les élus irresponsables, qui feignaient de s'étonner de l'intensité de la vague de violence, qui a déferlé le vendredi 16 août 1985 aux environs de 21 h 45, et de la minimiser, n'étaient que des hypocrites. Et de part leur attitude, soit volontairement neutre, soit volontairement pacifiante, collaboraient au massacre des nègres. En Afrique du sud, on tue du Nègre ; en Guyane, la Légion s'y met aussi. Les élus locaux ferment les yeux, leurs enfants, leurs familles sont à l'abri dans leurs villas de luxe de la partie blanche de Kourou ou partout ailleurs, excepté le vieux bourg de Kourou-Soweto.



du pouvoir colonial français

De plus, au cours de la conférence de presse du début de cette année-là, que M. Lemoine, ministre des dernières colonies françaises, avait donné à la préfecture de Cayenne, nous avions signalé à ce monsieur que Kourou était une cocotte-minute, dont la soupape de sécurité était bouchée, et que le foyer, alimenté par la multiplication d'incidents violents, de rixes, de bagarres, de frustrations et d'humiliations, faisait augmenter de plus en plus la pression, et que cela allait sauter un jour ou l'autre.

La lâcheté des politicards du Parti socialiste guyanais allait jusqu'à ne pas se prononcer en faveur de nos frères Roger, son fils Gibert et Gaby, pour exiger l'arrêt des poursuites à leur encontre, car elles n'avaient pas lieu d'être. Nos trois camarades avaient agi en état de légitime défense et de façon collective.

Au bilan, il y eut un légionnaire mort et de nombreux blessés graves, des dégâts importants, et un choc au sein d'une population qui vit dans la peur permanente de nouvelles ratonnades. Si aujourd'hui les familles kourouciennes ne sont pas endeuillées, elles le doivent à trois hommes d'honneur, valeureux, qui ont affronté une horde d'au moins cinquante-et-un légionnaires en folie meurtrière.

Après ces événements concernant tout Guyanais, et que les médias (RFO et la presse de Robert Hersant) se sont permis de banaliser (car, au service du pouvoir colonialiste, ils ne peuvent remplir impartialement et scrupuleusement leur fonction d'information publique, alors qu'ils sont financés par nos deniers), nous avons pu mesurer la lâcheté et l'opportunisme électoraliste de toutes les formations politiques traditionnelles de tous horizons. Notamment, il a fallu un Léon Bertrand, actuellement député de la deuxième circonscription, pour jouer le rôle de commandant en chef. Un opportuniste qu'il est, il réclamait l'indemnisation des gens qui avaient subi des dégâts matériels, mais surtout se dressait en avocat à la solde de son parti, pour plaider le maintien de la Légion étrangère en Guyane.

La délégation du Parti socialiste guyanais, qui s'était rendue en France, n'avait même pas daigné au préalable mettre les pieds à Kourou pour enquêter auprès de la population sur ses sentiments et sa position concernant la présence de la Légion à ses portes. Cette délégation impuissante à remplir sa mission de représentante et de défenseur du peuple aurait pu s'épargner cette dépense inutile et rester en Guyane. Car elle n'était parvenue qu'à négocier le retrait des cinquante-et-un légionnaires

anglais, tandis que la population demandait le retrait immédiat de la Légion du territoire de la Guyane pour mettre fin à l'état d'insécurité qui dure depuis vingt-deux ans et à la détérioration des mœurs à Kourou.

Les médias que sont RFO ou Antenne Canal Guyane, dès l'annonce de cette manifestation, s'ingéniaient allégrement à diffuser moult reportages sur la Légion étrangère, démontrant avec force la bonhomie de ces chiens dans leurs échanges avec la population : organisation de promenades en forêt, en « toute sécurité » (achetant des habitants locaux pour vanter la connaissance parfaite de ces mercenaires du milieu, même meilleure que les Guyanais [sic]), ou des actions durant les vacances pour les enfants déshérités (promenade aux îles du Salut, visite du fief du centre spatial européen) grâce au Développement Social Urbain qui prend une part active, dans n'importe quelle commune de la Guyane, à l'acculturation des enfants.

Bien sûr, la « télévison » (comme disait notre pote Léo Ferré), cette bouffesse de cerveaux, se garda bien d'inter-

amortir la démarche politique de la manifestation prévue le 16 août, autant au niveau du pouvoir colonialiste français représenté par le préfet et ses valets que sont les médias et les élus locaux, pourris financièrement ou intellectuellement par des intérêts électoralistes.

Les élus et les politiques, ceux de Kourou notamment, ont bien entendu joué de toutes formes de pressions individualisées pour que leurs administrés ne prennent pas part à ce qu'ils nommaient une « provocation ». Il faut préciser que le nouveau maire de la ville spatiale, sorti politiquement d'on ne sait où, mais géographiquement de notre chère « mère-patrie » est un ancien salarié du Centre spatial européen. Ame charitable, il vient de sacrifier son salaire pour une mise en disponibilité au service de ses concitoyens !

Le comité « Briga... » avait appelé toutes les forces politiques à participer à la commémoration d'août 1985, même si pour certaines c'était par pure provocation, connaissant bien leur position.

A l'occasion de cette manifestation, il était également utile de dénoncer l'attitude de ces partis

indépendantistes, anti-colonialistes, prônant une indépendance d'ici trente ans... en douceur ! Certains de ces politiciens ne visant que l'incidence de leur participation sur les futurs résultats électoralistes se sont faits porter pâles, alors que d'autres n'ont fait que montrer le bout de leur nez sans marcher dans les rues, avec le peuple.

En terme de bilan, nous n'étions certes pas nombreux, mais tout de même bien dérangeants, car d'une part, le soir de la manifestation, la légion était consignée dans sa caserne et d'autre part, au lendemain du 16 août 1985, une convocation de la gendarmerie arrivait chez un de nos camarades déjà condamné par la justice coloniale pour ses activités politiques.

Quoi que fassent les autorités, nous ne laisserons jamais s'éteindre la flamme antimilitariste qui nous anime et continuerons le combat pour qu'elle devienne un brasier et libère notre pays du joug colonialiste français.

Le 18 juin, une nouvelle marche contre le champ de tirs militaire de Las Bardenas (Navarre) a rassemblé 3 000 personnes.

ITALIE
Les syndicats autogestionnaires italiens s'unifient — Les organisations syndicales autogestionnaires italiennes : Confédération italienne de Base-UNICOBAS, Syndicat de Base-SDB et Union syndicale italienne (USI-AIT), se sont regroupées sous le sigle ARCA (Association représentante des confédérations autogestionnaires), en signant un pacte fédératif de façon à obtenir une meilleure représentativité tant dans le secteur public que dans le privé, mais aussi pour faire reconnaître les droits syndicaux des travailleurs et pour poursuivre l'accès direct aux négociations.

Les luttes qui ont eu lieu en Italie durant ces derniers mois pour la défense des pensions, de l'emploi, contre la précarité, les nouveaux types de contrats d'embauche, la réforme éducative... et le comportement des grands syndicats ont démontré la nécessité de l'auto-organisation sous une forme unitaire, en développant la solidarité intersectorielle et la solidarité entre les travailleurs des secteurs publics et privés.

D'après *Rajo y Negro* n° 69 (CGT d'Espagne)

ESPAGNE
Espagne insoumise — Le samedi 4 mai, à Saragosse, 1 500 personnes participèrent à une manifestation pour l'abolition des armées. A la fin de la démonstration de rue, de nombreuses se retrouvèrent devant la prison de Torrero où sont enfermés 29 insoumis.

Le 11 mai, c'est à Alicante qu'une grève fut déclenchée dans les lycées de la ville en soutien aux insoumis emprisonnés et en passe d'être jugés. Quelque 300 étudiants se sont ainsi rassemblés devant les bâtiments du Gouvernement militaire. La police a chargé et a procédé à deux arrestations.

COMITÉ « BRIGA POU FOUT LA LEJYON DERO DI LAGWYAN »

Asturies : luttes ouvrières — Dans les Asturies, la désintégration du tissu industriel a fait disparaître des milliers d'emplois en quelques années. La crise industrielle exacerbe les conflits sociaux et la lutte de classes et les travailleurs se lancent dans les rues pour défendre les postes de travail.

C'est ainsi que les mobilisations des travailleurs de la Navale continuent à travers des actes pacifiques tous les mardis, mais aussi avec des barricades, interruption de la circulation et affrontements les jeudis à Gijon. Des travailleurs de l'entreprise de nettoyage Emulsa y ont aussi participé. Récemment, 5 000 personnes sont descendues dans la rue pour montrer leur solidarité avec ceux de la Navale.

L'usine Suzuki connaît aussi des grèves, quatre travailleurs ayant par ailleurs été accusés de destruction de matériel. Les puits de mines, les ports sont également en conflit. Les syndicats CCOO et UGT, majoritaires dans le pays, se démarquent de toutes ces luttes qui les débordent dans leurs fonctions de soumission à l'Etat et au Capital. Leurs dirigeants, professionnalisés et dûment appointés par l'organisation, recherchent la « paix sociale ».

Il faut aussi dire que seulement 5% des 17 000 postes de travail perdus ont été recréés ces cinq dernières années. Et selon les technocrates de la CEE, 30 000 emplois disparaîtront dans les années 90 en sidérurgie, mines et agriculture.

Textes traduits du fanzine *El Acratador* n° 46, été 1995

BELGIQUE
« Les Amis d'Alternative libertaire » se réunissent au Cercle Carlo-Levi (48, rue Saint-Léonard, 4000 Liège), le dimanche 24 septembre, à 16 h.

LETTER A CHARLIE-HEBDO

Pourquoi nous ne signerons pas votre pétition réclamant la dissolution du Front national

VOTRE ACTUELLE CAMPAGNE de signatures pour la dissolution du FN nous apparaît quelque peu naïve, sur la forme, et dangereuse, sur le fond.

Sur la forme : nous savons pertinemment, et vous devez bien aussi vous en douter, que même en cas d'un improbable succès, il ne manquera pas d'apparaître sans tarder, sous une appellation ou sous une autre, une structure en tous points semblable, à quelques poils de cul près à l'actuel Front national. Il existe par ailleurs déjà des dizaines d'associations, de cercles, de ligues, de troupes, de sectes déjà parfaitement satellisés autour du FN, parfaitement contrôlés par lui et qui ne demandent qu'à servir. Il suffit simplement de déshabiller Pierre pour habiller Paul. Ainsi, dans les années 70, la Ligue communiste (on s'excuse pour la comparaison) s'est immédiatement recréée en Ligue communiste révolutionnaire après sa dissolution par le ministre de l'Intérieur de l'époque. Il n'a pas fallu huit jours... Combien de temps a-t-il fallu à *Hara-Kiri-hebdo* pour se transformer en *Charlie-Hebdo* après un certain bal tragique ? (1) Ne faut-il pas craindre non plus un fort courant de sympathie autour d'une éventuelle interdiction ? Les martyrs ont souvent fait pitié, et on ne peut en outre mésestimer la quantité d'électeurs FN ainsi que tous ceux qui n'ont pas osé voter pour lui lors des dernières consultations. Quant aux vertueux démocrates officiels, il n'en manquera pas à coup sûr pas un seul pour beugler à la censure et à l'arbitraire. La dissolution n'est ni plus ni moins qu'un service à lui rendre, c'est le risque énorme de transformer le FN en un instrument fin prêt à prendre le pouvoir, sans que l'on soit débarrassé pour toujours des idées qu'il incarne. C'est lui reconnaître une légitimité démocratique. Observez un peu à Nice ce qui se passe. Le nouveau maire, ancien FN, s'est débarrassé de son costume de gros con facho et négocie son entrée à l'UDF. A-t-il pour autant changé ? C'est plus un problème de contenu que de contenu que peut changer votre pétition. Ce sont les pratiques et les idées qu'il nous faut combattre, pas le paquet-cadeau dans lequel elles se trouvent.

Sur le fond : l'argument qui consiste à affirmer qu'il faut interdire le FN parce qu'il menace la République nous laisse rêveurs. Il est de nature, quant à lui, à pouvoir s'appliquer d'une part à nous-mêmes, mais d'autre part aux organisations militantes pour lesquelles c'est non seulement la République qu'il nous faut détruire mais l'Etat. Les mêmes arguments qui font que le Front national puisse être interdit peuvent également servir pour étrangler une véritable organisation révolutionnaire. Autre exemple : la loi sur la presse pour la protection de la jeunesse peut condamner à mort, et vous en savez quelque chose, n'importe quelle publication : aussi bien un journal libertaire, d'extrême gauche ou d'extrême droite. Alors une

pétition publique réussissant à interdire un parti politique, pourquoi ne ferait-elle pas des petits et ne réussirait-elle pas à interdire, au même titre que la loi qui vous a fait plonger avec la première mouture d'*Hara-Kiri-hebdo* il y a quelques années, un journal, une organisation antiraciste, une amicale de boulistes ?

Et pourtant, nous, militants anars, n'avons rien à foutre d'un gouvernement républicain, ni d'une démocratie parlementaire, ni de l'article 2 de la Déclaration des droits de l'Homme qui consacre la propriété sans la définir. C'est l'organisation des travailleurs eux-mêmes, des chômeurs, la somme de tous les intérêts individuels et collectifs, le respect des minorités et leur participation à part entière aux décisions qui sont seules capables de conduire l'individu vers son émancipation et la responsabilité de ses propres choix. Personne ne peut ni ne doit décider pour nous, et certainement pas la République. Pour se servir d'un cliché pratique : la démocratie, c'est la loi du plus fort, c'est « cause toujours », c'est le pitbull du capital et de l'ordre moral. Appliquer la loi, républicaine ou non, à nos mœurs est difficilement supportable.

Vous avez toujours combattu, avec talent, cet ordre moral — que nous aussi nous détestons, croyez-le bien — dans votre journal. Légitimer la République, la considérer comme le moins pire des systèmes comme vous paraissez le faire, c'est accepter de mettre en règle, en loi, en équation, en données corrigées des variations saisonnières... votre vie quotidienne. Etes-vous sincèrement prêts à l'accepter ? Faire chier Le Pen, pourquoi pas ?, mais cette sombre ordure, ce nostalgique de l'ordre brun et du III^e Reich a-t-il attendu votre pétition pour savoir que *Charlie-Hebdo* l'emmerde et le vomit ? Nous espérons que non...

Pour ces quelques raisons nous ne signerons pas votre pétition. Mais comptez sur nous pour combattre avec vous le FN et toutes les mouches à merde qui tournent autour, mais surtout pour anéantir ses idées orientalistes : racisme, respect aveugle du chef, xénophobie, culte de la force, qui s'installent au pouvoir jour après jour, et bien sûr pour continuer d'acheter *Charlie-Hebdo*. L'insolence, la caricature, l'irrespect sont des armes quelquefois plus efficaces que les nôtres. Nous vous souhaitons très sincèrement bon courage dans votre entreprise, en sachant bien pouvoir nous retrouver ensemble à de nombreuses autres occasions.

WALLY ROSELL et JEAN-PIERRE GAULT
(membres de la Fédération anarchiste)

(1) Au lendemain de la mort du général de Gaulle, *Hara-Kiri* titrait : « Bal tragique à Colombey : un mort ! ». Ce qui conduisit à son interdiction.

RENDEZ-VOUS

MONTPELLIER

Le groupe FA a ouvert un local au 5, rue Jeanne-d'Arc. Il tient des permanences le mardi, à partir de 20 h, et le jeudi, de 16 h à 19 h.

STRASBOURG

En vue de la constitution d'un groupe FA, vous pouvez contacter la liaison existante, par le biais du groupe **Ne Plus Subir**, BP 58, 67260 Sarre-Union.

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m², base solide pour le développement de la FA. Une souscription est ouverte. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne ». FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

MARSEILLE

Le groupe FA John-Cage de Marseille a publié le n° 4 de *Kyé*, consacré au compositeur John Cage. 50 F. Chèque à DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

VALLÉE D'ASPE

Le Comité Somport-Vallée d'Aspe avait appelé à un barrage filtrant sur la route nationale 134 à hauteur de l'Estantuet. Cette action s'est déroulée sans incident.

Plus tard, dans la journée, un groupe d'opposants s'est introduit sur le chantier pour s'enchaîner à un échafaudage. Peu de temps après, les gendarmes mobiles les délogeaient et les arrêtaient. Voyant cela, les autres manifestants, par solidarité, ont décidé de bloquer l'accès du chantier à une énorme bétonneuse. Quant au conducteur de l'engin, sans sourcilier, il n'a pas hésité à obtempérer à l'ordre criminel de la préfecture : avancer la bétonneuse sur les manifestants couchés au sol, au risque de les écraser ! D'ailleurs, deux d'entre eux sont sérieusement blessés.

Cette mobilisation du mercredi 16 août a impliqué une centaine de militants, en majorité venus de la Goutte-d'Eau. Incontestablement, l'écho médiatique a été entendu.

A la suite de l'arrestation de nos camarades, restons mobilisés en prévision des audiences du Tribunal correctionnel de Pau, qui auront lieu les 9 et 10 octobre prochains.

LES ENRAGÉ(E)S DU SOMPORT

Contact : Comité Somport c/o Le Maldoror, 10, rue du Grand-Prieuré, 75011 Paris. Tél. : 43.48.04.10 (demandez Viviane).

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LE BRÉSIL

La ATLAS/COB-AIT et le Nucleo Pro-COB (section brésilienne de l'AIT) mènent une lutte contre le maire de Sao Paulo, le secrétaire à la Santé de la ville et leur plan d'assistance sanitaire (PAS), qui n'est rien d'autre qu'une menace contre l'intégrité, les emplois et la dignité des membres de l'Association des employés libres du secteur Santé de Sao Paulo. Répression et persécutions s'aggravent.

Le PAS viole la Constitution de la République fédérale du Brésil, la Constitution de l'Etat de Sao Paulo, la Loi Organique de la ville de Sao Paulo et les statuts des employés de Sao Paulo. C'est un plan répressif, autoritaire, discriminatoire, exclusif et fasciste.

Pourtant, le président Henrique Cardoso, par commodité politique feint d'ignorer le PAS. Comme par le passé, où il a déjà été prouvé que des actions de solidarité internationale dérangeant l'Etat brésilien, la COB, faisant appel au mouvement libertaire du monde entier, estime qu'il est nécessaire de manifester devant les ambassades et consulats brésiliens pour obtenir le retrait du PAS du maire de Sao Paulo.

Pour envoyer des lettres de protestation, écrivez à : Ambassade du Brésil, 34, cours Albert 1^{er}, 75008 Paris.

CNT-AIT - Syndicat Interco,

Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, 13001 Marseille

Associations

PARIS : LA CONSULTA DE LEZLN

La consultation organisée par l'EZLN, et dont le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte est le relais sur Paris, continuera jusqu'au 18 septembre. Le questionnaire est à retirer au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, sur simple demande. Les réponses seront envoyées directement au Chiapas, comme 90% de l'argent que le comité récolte. Certaines questions sont discutables et discutées à l'apert !

PARIS : SOIRÉES ARGENTINES

A « LA BONNE DESCENTE »

Le vendredi 15 septembre, à 20 h, la projection du film d'Hector Oliveira (d'après un scénario d'Oswaldo Bayer), *La Patagonia rebelde* aura lieu à « La Bonne descente ».

A l'occasion de la sortie du livre d'Oswaldo Bayer, *Les anarchistes expropriateurs* (éditions Atelier de Création Libertaire), la projection sera suivie d'un débat, animé par Edouardo Colombo (ancien de la FORA [syndicat anarchiste argentin], qui a préfacé le livre), de Sabine Chakroun et Frédéric Goldbronn (traducteurs dudit livre) sur l'illégalisme dans le mouvement anarchiste argentin et dans le mouvement libertaire en général.

Une exposition de lithographies d'expropriateurs s'appropriera les murs de « La Bonne descente ».

Le samedi 16 septembre, à 20 h : rencontre avec Reinaldo, sculpteur anarchiste argentin, spécialiste du *lunfardo* (argot de Buenos Aires) et inventeur de l'« egophone » (appareil pour parler avec soi-même). Vingt ans après l'avoir quittée, il a retrouvé l'Argentine en 1995.

Une exposition des sculptures de l'artiste est également prévue, ainsi qu'un *asado* (repas) et un *tango*.

« La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris. Tél. : 40.18.01.69.

PARIS : CONFÉRENCE DU MAD

Le lundi 18 septembre, à 18 h, une conférence-débat du MAD, sur le thème du « Revenu d'existence », aura lieu à la salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris.

SAINT-NAZAIRE : CNT INTERCO

Le syndicat CNT Interco de Saint-Nazaire et sa région est joignable à l'adresse suivante : CNT, Maison du Peuple, place Allende, 44600 Saint-Nazaire.

BRIE (CHARENTE) : CONCERT CONTRE LE SIDA

Kochise, Les Zarmazones, Les Ejectés, Trômatism, Trôms, Immature Posse et In Secrety sont invités à envoyer des décibels contre ce virus de merde, le samedi 23 septembre, à partir de 20h, à la salle des fêtes de Brie (près d'Angoulême).

Un espace est réservé aux associations (le groupe FA d'Angoulême y sera présent) et aux fanzines. Entrée : 40 F (les billets d'entrée seront remplacés par des pochettes à l'effigie d'Hémoglobine, avec préservatifs et gel). S'il y avait des bénéficiaires, ceux-ci seraient reversés aux associations impliquées directement dans la lutte contre le SIDA.

Hémoglobine Organisation, Maison des peuples et de la Paix, 6 bis, rue Marengo, 16000 Angoulême. Tél. : 45.92.48.32.

UN ROMAN HISTORIQUE

« Noir coquelicot »

Serge Utgé-Royo - éditions Encrage

FORUM de la LIBRAIRIE
du MONDE LIBERTAIRE

145, rue Amelot
(M° Oberkampf),
75011 Paris

SAMEDI 23 SEPTEMBRE
16 h 30

LOUIS ARTI

présentera son livre
« Quand je sors
de chez moi, je rentre
à l'étranger »

(Poèmes et chansons
1970 - 1994)

à l'occasion de la sortie
de son nouvel album
aux éditions K'A

(c/o DCC,
3, place de l'Hôtel-de-Ville,
13360 Roquevaire)

La compagnie Cavale
et Vicky Messica présentent
du 18 au 24 septembre
à 20 h 30

DEBATTIRE
dans « Barbaroque »

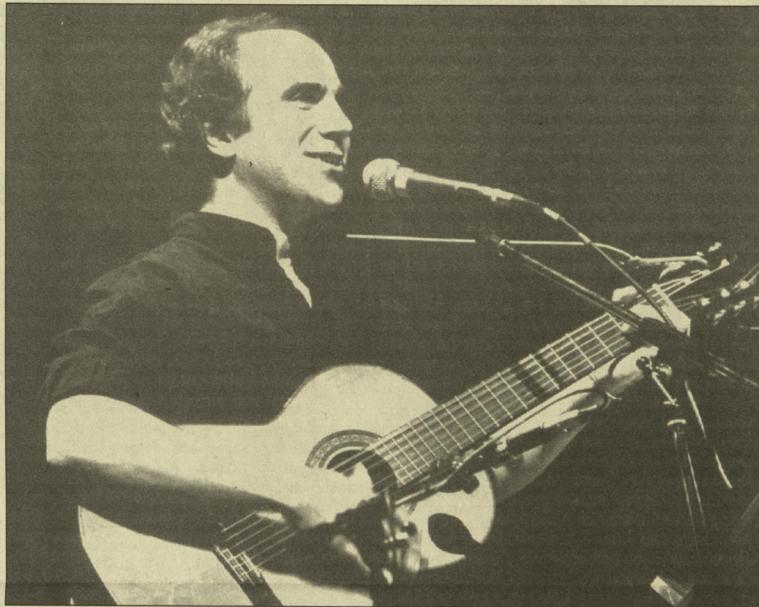
Théâtre Les Déchargeurs
3, rue des Déchargeurs
(M° Les Halles ou Châtelet)
75001 Paris.

Réservations : 42.36.00.02.
Tarifs : 70 F (carte RL)
et 100 F.

NOUS CONNAISSONS tous Serge Utgé-Royo comme poète et chanteur. Pour beaucoup, il évoque Brassens, Leclerc, Ferré... Mais nous ne l'attendions pas au détour d'un roman. Il n'a sûrement pas besoin que l'on dise qu'il a du talent. Seulement que l'on signale la sortie du livre, pour ceux qui l'auront manquée.

Mais quel livre ! Nous ne pouvons que remercier Thierry Maricourt d'avoir choisi de le publier. Nous comprenons aussi pourquoi il exprime des sentiments fraternels pour Serge. *Noir coquelicot* est un roman historique, dont les événements se déroulent dans la première partie des années 20. Nous y voyons Mira, jeune militante anarchiste, entraîner dans son sillage le sympathique Théo, qui apprend le métier d'imprimeur.

Outre leur histoire d'amour et la généreuse solidarité qui les lie dans les luttes, ce qui est passionnant, c'est de retrouver des compagnons de l'époque, aujourd'hui connus comme écrivains ou militants de la cause libertaire. On y croise Maurice Laisant âgé de douze ans ! Pour ceux qui l'on côtoyé au cours des années 60, 70 ou 80, cela produit un étrange effet. De même, Mira rencontre souvent May Picqueray, dont le nom, plus tard, s'associera au *Réfractaire*. On s'y aperçoit que May est une magnifique combattante. Elle sillonne l'Europe et multiplie les coups d'éclat. Elle n'apparaît pas du tout figée dans la pose. Bien au contraire, Serge Utgé-Royo sait la faire revivre avec toute sa fragilité, sa fureur et sa séduction. Nous découvrons aussi



Serge Utgé-Royo côté chanson. Photo Francis Vernhet.

sa tendresse, son humour et sa capacité à croquer la vie à pleines dents. A travers l'histoire, nous ne pouvons pas nous empêcher de penser à telle ou telle militante anarchiste d'aujourd'hui...

L'actualité, en France, en Europe, en Union soviétique et en Espagne, surtout, amène Théo et Mira à connaître Louis Lecoq, Benoît Broutchoux, Buenaventura Durruti, Eugène Bizeau, Nestor Makhno... Cela ne sent pas du tout le procédé. Les personnages s'intègrent parfaitement au récit et vivent avec intensité sous la plume alerte de Serge.

Nos deux héros apprennent aussi la condamnation orchestrée de Sacco et Vanzetti. En toile de fond, nous suivons avec eux les évolutions apparemment surprenantes de la Révolution d'octobre. Comme dans nos débats d'aujourd'hui, où la vérité toute faite ne tombe pas du Comité central, les empoignades sont rudes pour apprécier ce qui se passe et définir la conduite à tenir. Certains, heureux d'assister à une révolution, refusent d'admettre les fourvoi-

ments de Lénine, Trotsky et Staline. Ils vont même jusqu'à dire : « S'il faut une dictature du prolétariat... ».

Heureusement, d'autres, comme Mira et May Picqueray, ont très vite compris que le communisme soviétique est une véritable catastrophe. Des militants anarchistes arrivent d'Ukraine et de Russie. Ils apportent des nouvelles qui ne laissent plus aucune place à la moindre illusion. Trotsky parle des « *anarcho-bandits* ». Enfin, il y a la ville de Kronstadt écrasée, Makhno et ses compagnons trahis, pourchassés, puis exterminés.

Grâce à un autre compagnon, Nando, infatigable voyageur, nous suivons les révoltes et les combats d'Amérique du sud. Ce sont, en particulier, les luttes sanglantes des *peones* (métis d'Indiens chiliens), ouvriers, paysans et anarchistes d'Argentine contre les soldats et les riches propriétaires de l'Etat fasciste.

Nous faisons aussi une incursion à Cuba. Les femmes et les hommes que nous y rencontrons sont presque tous idéalistes, engagés

jusqu'à la mort, pour une bonne partie d'entre eux clairement libertaires.

Cela n'est jamais ennuyeux, ni artificiel. Au contraire, c'est la vie à vif et à fleur de peau. L'amour est partout présent. On boit des coups dans les cafés habituels des anars, *Le Grenier de Gringoire*, *L'Oriental*, *Le Croissant d'Or*, *La Rotonde* et *Le Petit Vavin*. Nous participons quasiment aux bouffes conviviales. Avec cette douceur qui le caractérise, mais aussi avec une force communicative, Serge Utgé-Royo, tout au long de *Noir coquelicot*, nous laisse entrevoir, espérer et rêver qu'une révolution libertaire est toujours possible.

JACQUES LESAGE
DE LA HAYE

N.B. : *Noir coquelicot*, Serge Utgé-Royo, éditions Encrage, 1995, 352 pages. Prix : 129 F (plus 10% de frais de port).

En vente à la librairie du Monde Libertaire. Chèque à l'ordre de Publico.

Amies lectrices, amis lecteurs, vous rencontrez des problèmes de délai lors de la mise en place de votre abonnement ou réabonnement, des problèmes d'acheminement postal, ou vous souhaitez effectuer rapidement votre changement d'adresse, ou bien alors vous ne trouvez pas ou que difficilement le ML dans votre région (problème de diffusion), à partir de ce n° 1008, vous pouvez nous contacter chaque vendredi soir, de 18 h à 20 h, au n° de téléphone suivant : 35.84.27.17 (en province)

A LA PETITE SEMAINE

Economie politique

Il faut malheureusement le redire : la censure anticommuniste sévit encore dans les médias. En effet, il est curieux en même temps que navrant de constater que pas un spécialiste, pas un analyste financier n'aura mis l'accent sur l'extraordinaire leçon d'économie politique délivrée en quelques mois par Fidel Castro à un monde capitaliste toujours empêtré dans ses contradictions.

On retiendra d'abord cette mesure audacieuse entre toutes, destinée à réduire le chômage de l'île, consistant à jeter à la mer, dans un vaste mouvement à l'exportation, des centaines de « contre-révolutionnaires » faméliques s'obstinant à vouloir ramer à contre-courant du sens de l'Histoire, à la grande joie des requins du détroit de Floride.

A propos de requins, justement, ceux de la finance internationale sont désormais conviés, en toute légalité socialiste, à opérer un mouvement de capitaux contraire au sens de la fuite des laissés-pour-compte du paradis ouvrier cubain.

Seuls quelques gauchistes adeptes d'une pureté fanatique et peu au fait des subtilités dialectiques considéreront encore que les acquis du communisme sont bradés. Il en reste en vérité quelques-uns, comme l'absence totale de liberté de penser et son corollaire, les prisons pleines. Mais nous quittons là le domaine de l'économie... ♦

FLORÉAL

INTERVIEW sur RADIO LIBERTAIRE (89.4)
Samedi 16 septembre - 10 h
SERGE UTGÉ-ROYO
présentera « Noir coquelicot » dans le cadre de l'émission
« La Philanthropie de l'ouvrier charpentier »
...
FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
Samedi 16 septembre - 16 h 30
rencontre-débat avec SERGE UTGÉ-ROYO
autour de « Noir Coquelicot »

Jusqu'au 17 septembre

JEAN BOURBON

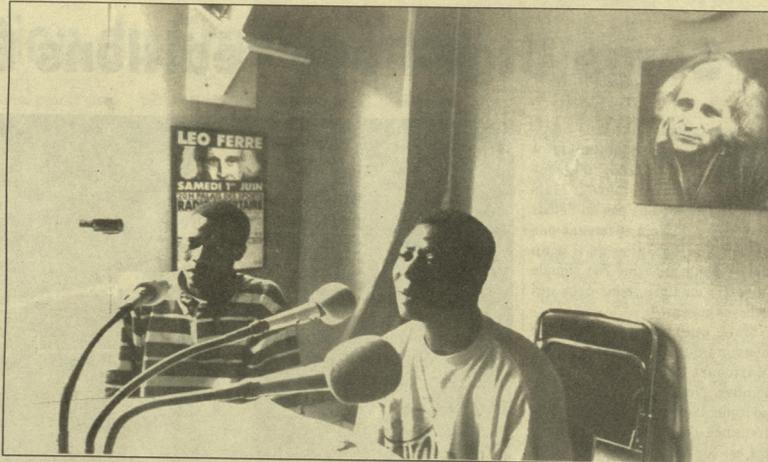
Théâtre de Nesle
8, rue de Nesle
75006 Paris.
Location : 46.34.61.04.

PARIS : SUR LE FRONT DU LOGEMENT

Après le saccage du 64, rue d'Hautpoul

L'affaire du 64, rue d'Hautpoul a enfin attiré l'attention sur les conditions de logement de certaines catégories d'immigrés dans la région parisienne. Cela dit, le problème des locataires de l'immeuble récemment saccagé n'a toujours pas trouvé de solution concrète.

LA FOLIE TOTALITAIRE est une maladie contagieuse transmise aux « honnêtes » citoyens par les gouvernants. Le saccage en règle de la rue d'Hautpoul illustre et témoigne de la présence de cette maladie dans la société française d'aujourd'hui. Rappelons les faits : le 14 août 1995, à 6 heures du matin, une vingtaine de « gros bras » armés de gourdins, de bombes lacrymogènes et se faisant passer pour des policiers, investissent l'immeuble du 19^e arr. de Paris pour y entreprendre, à leur manière, l'épuration ethnique d'appartements occupés par des étrangers d'origine africaine. La suite est connue : les appartements seront dévastés ; un locataire sera défenestré du second étage (il est toujours à l'hôpital avec deux fractures du crâne et une fracture de l'épaule) ; des enfants, parfois en bas âge, seront, et pour très longtemps, traumatisés... et l'opinion publique est enfin interpellée. Interpellée, d'abord par la brutalité des ces... « hommes », mais surtout par les conditions d'existence de personnes dont l'erreur fut de croire que la France incarnait encore les droits de l'Homme. L'état des lieux en témoigne : 3 000 F pour 24 m², 2 500 F pour 18 m² ou, mieux,



Deux membres du Comité de défense des locataires du 64, rue d'Hautpoul s'expliquent sur les ondes de Radio Libertaire.

1 700 F pour 6 m², des conditions d'hygiène douteuses et d'insalubrité évidentes. Sur les 32 chambres « visitées », 5 seulement possèdent des toilettes, les autres dépendent de sanitaires au fonctionnement épisodique situés sur le palier et de douches à façades poreuses et perméables à l'eau, la laissant filtrer dans l'appartement contigu. Nous ne nous attarderons pas sur l'aération forcée conséquente aux nombreuses fenêtres arrachées et surtout sur les maladies constatées chez les enfants, causées par une peinture au plomb, bien évidemment toxique. Le drame dans tout cela, c'est que ce genre de panorama n'a rien d'exceptionnel dans la France d'aujourd'hui.

Si les préjugés racistes de Monsieur Rubin, propriétaire de l'immeuble et commanditaire de l'expédition, ne sont pas à remettre en cause, sa cupidité, elle, doit être mise en exergue. Ce genre de procédé intègre la droite ligne d'un plan soigneusement concocté, tel que nous l'a expliqué Drissa Kamagaté : « C'est la stratégie des marchands de biens. Quand ils louent de vieilles maisons, ils les font évacuer deux ans pour les revendre à la mairie. Cela se produit très souvent dans Paris, mais on n'en parle jamais. » Curieux silence des autorités qui, depuis plus de deux ans, permet à Monsieur Rubin de multiplier les raids. C'est ainsi que le 12 juillet 1995, il fit déverser dans les étages de l'immeuble un produit inflammable et hautement toxique. Sans la vigilance d'un des locataires, le présage du pire était permis. Dans le langage pénal, cela s'appelle une tentative de meurtre. « Plusieurs fois, nous avons alerté les autorités. Elles se sont déplacées et nous ont rassurés, mais on avait l'impression qu'elles ne prenaient pas notre situation au sérieux. » Que la loi choisisse les personnes à placer sous sa dépendance, cela, ce cher Monsieur Rubin le savait bien, en faisant « signer » des contrats par téléphone à des étrangers qu'il croyait être en situation irrégulière (écartant ainsi tout risque de contestation, mais aussi tout cas de conscience).

Aujourd'hui, l'ignoble est sous les verrous, mais ses agissements ont fait naître chez les habitants du 64, rue d'Hautpoul plusieurs sentiments distincts. Le premier, selon Michel Yapi, responsable du Comité de défense des locataires, c'est le doute : « Je me demande si le fait d'être étrangers n'a pas conditionné ce manque d'action et que si ce genre de chose arrivait à des Français, les autorités allaient forcément bouger. C'est dramatique d'en arriver à se poser ce genre de question ». Les suivants, sont ceux

de révolte et de solidarité : « Nous sommes décidés à nous battre. Nous sommes dans un pays de droits et il n'y a aucune raison que la loi ne soit pas appliquée pour tous. Pour l'instant, le propriétaire est sous les verrous. Mais ce n'est pas suffisant, nous avons décidé de nous organiser pour que notre problème soit réglé et que ce genre de situation ne se reproduise plus nulle part. »

Cela dit, le rythme adopté par les autorités, pour la résolution de cette situation, laisse supposer un hiver douloureux pour les 83 locataires de la rue d'Hautpoul.

HÉRIC
(gr. Ubu - Paris)

N.B. : une journée porte ouverte sera organisée le samedi 23 septembre, dans l'après-midi, au 64, rue d'Hautpoul, 75019 Paris.

PROGRAMME de RENTRÉE des GROUPE FA de LYON Librairie La Plume Noire 19, rue Pierre-Blanc, 69001 (la Croix-Rousse)

- La librairie est ouverte du mercredi au samedi, de 15 h à 19 h.
- Reprise du « Café libertaire », le jeudi 14 septembre, à partir de 21 h.
- L'émission « Idées Noires » est sur Radio Canut (102,2) chaque mercredi, à 21 h.
- Un « pot de l'amitié » aura lieu le samedi 23 septembre, à partir de 17 h, à la librairie. Vous y êtes cordialement invités.

SOMMAIRE

Page 1 : Un terrorisme peut en cacher un autre (suite p. 3), Lettre ouverte à mes ami(e)s investi(e)s dans des fronts antifascistes (suite p. 2).
Page 2 : Lettre ouverte à mes ami(e)s investi(e)s dans des fronts antifascistes (suite de la « une »).
Page 3 : Un terrorisme peut en cacher un autre (suite de la « une »), Manifestations antinucléaires (Montpellier et Côte-d'Azur), Répression dans les Ardennes.

Page 4 : L'invasion des mercenaires du pouvoir colonial français (suite p. 5).
Page 5 : L'invasion des mercenaires du pouvoir colonial français (suite de la page 4), Brèves internationales.
Page 6 : Lettre à Charlie-Hebdo, Associations, Rendez-vous, brèves.
Page 7 : Noir coquelicot, A la petite semaine : Economie politique.
Page 8 : Après le saccage du 64, rue d'Hautpoul, Rentrée scolaire (Paris, Lyon), Cent ans de presse libertaire.

PARIS : ECOLES ET BINGO

La rentrée des classes en région parisienne aura été un beau tour de passe-passe. Les consignes de sécurité empêchant aux parents des enfants des écoles maternelles d'entrer dans les classes aurait plus prouvé la conception ubuesque de leur rôle par certains directeurs d'école qu'autre chose... En effet, à partir de 16 h 30, dans nombre d'établissements les consignes se relâchaient puisque les centres aérés ne sont pas sous la responsabilité de la direction de l'école ! Etat d'urgence et bousculades pendant la journée, vide juridique pour le goûter et les mercredis... l'Ubu académique est bien vivant !

Si l'on veut ironiser amèrement, on pourra dire que cette « rentrée sécurité » aura permis de jeter un voile pudique sur le cas des enfants qui n'ont « ni classe ni maître ». Ainsi, dans le 19^e arr., 200 enfants seraient inscrits sur liste d'attente. Manque d'écoles non prévues par les urbanistes de l'Est parisien, la rentrée 95 est compliquée. C'était déjà la même chose l'an dernier. Aujourd'hui, on nous dit que « cela peut se régler si l'académie et la mairie font preuve de bonne volonté ». On peut toujours rêver, dans l'Est parisien comme ailleurs.

THIERRY (FA Paris-Est)

LYON : RACISME ÉDUCATIF

Cette année, l'école Paul-Painlevé (3^e arr.) innove : pour la première fois, deux classes de CP ont été ouvertes. L'une accueillera tous les petits Français de souche, l'autre... le reste (les étrangers, quoi !). C'est la seule « solution » trouvée par le directeur, le conseil des maîtres et l'inspection académique au problème de réputation de l'école, qui faisait fuir les jeunes Français. Le MRAP ayant dénoncé la situation, l'inspection académique a révisé son attitude, mais des parents d'élèves menacent d'occuper l'école pour obtenir le maintien de cette séparation, qui, selon eux, a été effectuée d'après le niveau scolaire des élèves et non au faciès. Affaire à suivre...

SOPHIE (gr. Durruti - Lyon)

« 1895 - 1985 : cent ans de presse libertaire »

En novembre, notre titre fêtera son centième anniversaire. A cette occasion, il nous semble intéressant de marquer l'événement de façon spectaculaire.

Outre la sortie d'un numéro en couleur de 20 pages, se dérouleront pendant deux jours (les 11 et 12 novembre) des rencontres-débats retransmis en direct sur Radio Libertaire, sur le thème de la presse antimilitariste (cela ne pouvait mieux tomber), avec la participation de titres parisiens (les noms sont encore « secret défense »), des projections vidéos, des expositions (affiches antimilitaristes, presse contre la guerre et l'armée, d'affiches de la presse du mouvement libertaire), un colloque sur le thème de la presse anarchiste francophone depuis les origines et un gala avec la participation d'artistes amis du ML. Programme détaillé dans de prochains numéros !

Nous voulons surtout faire de ces deux jours une grande fête pour tous nos lecteurs. Pour nous aider à organiser les choses d'une façon satisfaisante (location de salles adéquates...), nous vous demandons de bien vouloir remplir le bulletin ci-joint (mini-sondage) et de nous le retourner rapidement à : « 1895 - 1995 : cent ans de presse libertaire » c/o Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Je pense/nous pensons participer à cette fête :

— pour une journée : le novembre. Nombre de personnes :

— pour les deux jours (11 et 12 novembre). Nombre de personnes :